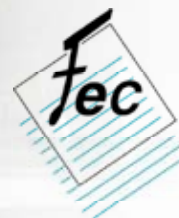


# Newsletter

Septembre 2008

réseau intersyndical  
sensibilisation à l'environnement

**rise**



## Energie-climat : ouvrons le débat

N°1 THÈME / Le bâtiment

**Le dérèglement climatique, la hausse de l'énergie et leurs effets politiques vont amener une série d'évolutions plus ou moins rapides dans les années à venir, qui devraient affecter certains secteurs et de métiers. Plusieurs organisations et instances de la CSC sont déjà dans une démarche prospective sur cette question, mais quelles sont les tendances déjà à l'oeuvre dans les secteurs ?**

**La FEC lance une newsletter limitée dans le temps, qui croise les perceptions de témoins aux « avant-postes ». Ils seront chargés de lancer le débat, en partageant leurs observations, la manière dont les problèmes se posent, les principales questions et les pistes intéressantes qui paraissent se dessiner.**

Mal isolés, chauffés mécaniquement, nos bâtiments occupent une place de choix dans le palmarès des producteurs de gaz à effet de serre. Un ensemble d'innovations techniques tout à fait probantes (maisons passives, éco-construction, intégration des énergies renouvelables etc.) est pourtant disponible pour améliorer radicalement leur performance énergétique et répondre aux nouvelles normes légales en la matière. La mise en œuvre de ces innovations intéresse au premier chef les mouvements sociaux, dans la mesure où elles peuvent créer de nouveaux emplois et profiter aux moins nantis. Encore faut-il qu'elles soient accessibles financièrement et que les acteurs de la construction abordent positivement cette mutation.

Où en sommes-nous en Région wallonne ? Nous avons interrogé quatre experts de différents horizons, qui évoquent la spécificité du secteur de la construction en Wallonie et les défis que les employeurs comme les pouvoirs publics devront relever.

- ↘ **Bernard Jans**  
CSC-Bâtiment et Industrie
- ↘ **Eddy Bauraing**  
Cluster Eco-construction,  
Région wallonne

- ↘ **Jacques Claessens**  
Facilitateur Energie,  
Région wallonne
- ↘ **Céline Marchal**  
Chèque-Formation, Forem



réseau intersyndical  
de sensibilisation à l'environnement



## Energie-climat : ouvrons le débat

N°1 THÈME / Le bâtiment

### ↳ Bernard Jans Service d'études et de formation de la Centrale Bâtiment et Industrie

La demande croissante du public en faveur de bâtiments sobres en énergie, et l'avènement de nouvelles normes contraignantes d'efficacité énergétique (directive PEB) vont amener le secteur de la construction à revoir ses pratiques. Ce développement est porteur de nouveaux emplois et de nouveaux marchés, mais il appelle aussi l'acquisition de nouvelles compétences. La Centrale Bâtiment et Industrie est attentive à l'évolution du marché : elle va lancer à Charleroi, avec d'autres partenaires, un « pool construction et développement durable », qui a pour objectif de répondre aux nouveaux besoins en main d'œuvre dans des domaines comme l'isolation, la rénovation ou les énergies renouvelables. Bernard Jans nous livre son point de vue sur les pratiques en vigueur dans la construction et sur l'avenir de son secteur.

#### 1. Observez-vous qu'une majorité d'employeurs anticipent la hausse de l'énergie et les politiques énergie-climat ou tirez-vous plutôt le constat d'une inertie généralisée ? Le cas échéant, quels principaux freins identifiez-vous ?

Pas mal de secteurs de notre centrale sont très énergivores. Il en va ainsi pour les cimenteries, verreries, carrières, chaufourniers, producteurs de pâte à papier... C'est pourquoi, ils s'intéressent depuis quelques temps de très près à la problématique énergétique. Certes, leurs intérêts en la matière sont essentiellement financiers. Il s'agit d'avoir le coût de revient de leur énergie le plus bas possible.

Ce qui me semble par contre étonnant, c'est l'immobilisme en la matière du secteur de la construction. On dirait que la manière de travailler doit y rester bétonnée. En effet, la manière de construire reste très peu attentive aux enjeux énergétiques et environnementaux. On se soucie peu de l'énergie usitée, peu des rejets, peu des déchets. On continue à utiliser massivement des matériaux composés (plastiques, ciments, laines minérales, bitumeux, solvants...) plutôt que des matériaux naturels et plus sains. La provenance des matériaux et les kilomètres qu'ils ont parcourus avant leur utilisation finale ne semble pas non plus faire l'objet de beaucoup d'attention.

Et pourtant, le client est de plus en plus sensibilisé à l'environnement et à ses consommations futures et c'est lui qui imprime une pression sur le secteur. Mais avez-vous déjà vu ce que demande les professionnels du secteur pour effectuer des travaux d'isolation dans une maison ?

La plupart du temps, les prix pratiqués sont prohibitifs car il s'agit de petits chantiers qui ne les intéressent pas vraiment. Que dire alors des demandes des particuliers pour faire placer des panneaux solaires ou une pompe à chaleur ?

Trouver quelqu'un de compétent pour le faire n'est pas une sinécure alors que les techniques ne sont pas si compliquées. Ensuite les prix varient du simple au triple...Heureusement, on observe tout doucement, une évolution. Peut-être n'aurais-je pas dû parler d'immobilisme mais bien de démarrage difficile...

#### 2. Voyez-vous maintenant ou dans les 5 ans à venir des changements dans le métier (ou le core-business) de certaines entreprises ? Au vu des investissements ou des désinvestissements, quels pourraient être les principaux métiers appelés à évoluer ?

Oui, nous sommes assurément à un tournant de notre société de production et de consommation. Et même si le mouvement est trop lent au vu de l'urgence climatique, il y a des changements.

Tout d'abord, culturellement, de plus en plus de citoyens comprennent que nous sommes dans une révolution énergétique. Les médias, les politiques, eux aussi, commencent enfin à voir qu'ils ont un rôle à jouer. Le paradigme du pétrole touchera un jour à sa fin et la montée de ses prix en est probablement un premier signe tangible.

Côté professionnel, on voit l'arrivée de nouveaux matériaux et de nouvelles techniques qui font de plus en plus la part belle à des avancées énergétiques et environnementales. Les consommateurs en demandent d'ailleurs. Qui ne rêve d'avoir une maison « éco » ou « passive », et d'être auto-producteur d'énergie ? Ces changements font la part belle au bois, au verre performant, à l'isolation et toutes les techniques d'éco-construction et de rénovation verte.

On voit d'ailleurs germer plusieurs projets de soutien à cette tendance. Ainsi, à Charleroi, c'est un Pool Eco-construction qui est en chantier. L'IFAPME de son côté réfléchit à développer un centre spécialisé en métiers de l'éco-construction.

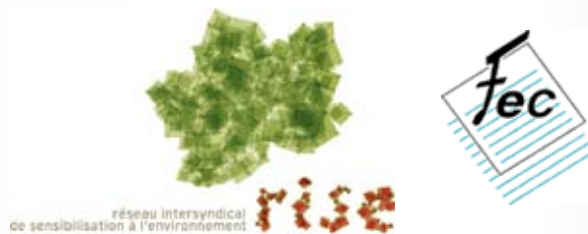
### **3. Quels sont les points de débat, les pistes intéressantes autour de ces questions (en particulier les pistes insuffisamment explorées) ?**

Je crois qu'il y a deux débats majeurs à soulever. Tout d'abord, celui de la concurrence internationale. Actuellement, les engagements de Kyoto sont répartis pays par pays. Or, faire une tonne de ciment pollue autant en Chine (si pas plus) qu'en Belgique. De plus, les normes sociales sont plus élevées dans nos pays. Comment doit-on alors imaginer l'avenir d'un tel secteur ? Doit-on accepter des fermetures chez nous pour être approvisionné en Belgique par le ciment chinois ? Non, Kyoto est sûrement un mal plus que nécessaire, mais ne faudrait-il pas repenser à la répartition des efforts ? Est-ce la logique nationale qu'il faut poursuivre ? Ou bien faudrait-il aussi réfléchir par secteur d'activité ?

Ensuite, et c'est lié avec ce premier point, il y a les transports ! L'acier est parfois livré par avion pour gagner 1 jour de délai sur les concurrents. Et on préfère l'utilisation de bois tropicaux alors que des bois de chez nous, de rapport qualité/prix équivalent, existent. De même, les marchés publics sont tentés de préférer la pierre bleue de Chine (moins chère) à celle de nos régions...

Le gros problème est ici la non-incorporation des coûts environnementaux liés au transport dans le prix final des biens et des services. Ne faut-il pas repenser les coûts à imputer au transport ? Poser cette question met cependant en péril les règles de base chéries par l'Europe et par le monde capitaliste : la priorité quasi absolue au « Marché », à la libre concurrence... Mais les transports trop bons marchés ne minent-ils pas le développement durable ?





## Energie-climat : ouvrons le débat

N°1 THÈME / Le bâtiment

### ↳ Jacques Claessens

Architecture et Climat - UCL Unité d'architecture et d'ingénierie architecturale  
Facilitateur Education-Energie, Région wallonne

Fin connaisseur de la politique énergétique, Jacques Claessens est aussi architecte et expert dans le domaine de la construction passive. Dans le cadre du Réseau de Facilitateurs mis en place par la Région wallonne, Jacques Claessens conseille les écoles qui souhaitent développer une démarche d'investissement ou d'amélioration des performances énergétiques de leurs installations.

#### 1. Jacques Claessens, observez-vous une prise de conscience de la question énergétique dans le secteur des bâtiments ou tirez-vous plutôt le constat d'une inertie généralisée ?

L'énergie occupe une place de plus en plus importante dans les préoccupations des gens. Par ma fonction de facilitateur, je reçois de plus en plus de mails, de questions qui traduisent dans le public un intérêt croissant ; j'observe aussi, dans le monde professionnel et en terme de gestion, que la fonction de responsable « énergie » tend à prendre de l'ampleur. La motivation est évidemment d'ordre économique.

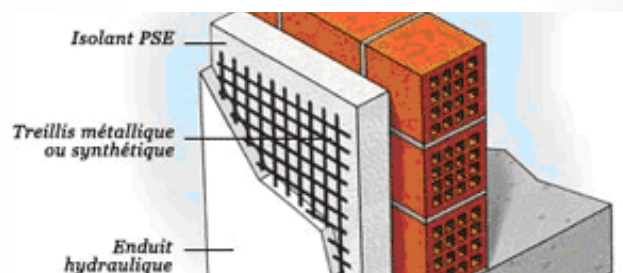
Un concept comme la maison passive est en train de faire florès car les techniques sont matures ; on en parle énormément dans mon environnement direct. En tant que facilitateur énergie, je m'occupe plus particulièrement des écoles ; il est par exemple certain que nous n'avons plus besoin de chauffage pour avoir une bonne température en classe. On peut faire, aujourd'hui, des bâtiments parfaitement étanches qui profitent d'une aération naturelle la nuit (le « free cooling»). Au fond, on assiste à un retour de l'« air » au détriment de l'eau dans les bâtiments.

#### 2. Où en est-on en Belgique dans le domaine de la construction passive ?

En terme de technologie passive, nous accusons un grand retard certain ; le nombre de réalisations est infime par rapport à ce qui existe ailleurs, en Allemagne notamment. En même temps, cela va se faire progressivement, d'autant que la PEB (Performance énergétique des bâtiments) va produire ses effets. Tout le monde va s'adapter. Le problème est qu'il n'y a pas de chef d'orchestre.

#### 3. Justement. Comment voyez-vous les politiques de soutien à la promotion de ces nouvelles techniques ? Sont-elles suffisamment accessibles ?

Nous sommes un certain nombre à remarquer que les énergies renouvelables, en particulier le solaire (thermique et photovoltaïque), profitent d'une grande visibilité dans le public, et d'une politique volontariste. C'est très bien, mais il serait dommage que l'on ne prenne pas les choses à la base ; plutôt que de parler équipements, prenons les choses en amont : parlons rénovation énergétique d'abord ! Le solaire, disons que c'est la cerise sur le gâteau. Et là, nous avons encore beaucoup à apprendre en Région wallonne par rapport à des pays comme l'Allemagne. Même s'il se trouve que, pour des raisons historiques, l'isolation d'un bâtiment, d'une maison en Belgique est plus difficile à réaliser qu'en Allemagne, notamment parce qu'on a toujours construit avec la brique, derrière laquelle on a logé de l'isolant. L'isolation doit donc se faire, sur les bâtiments existants, de l'intérieur et non à l'extérieur, ce qui comporte des risques de condensation. Le résultat, en terme d'efficacité énergétique, est très différent. Cela suppose donc des techniques adaptées et des efforts de recherche ; mais c'est, me semble-t-il, tout à fait à notre portée.





réseau intersyndical  
de sensibilisation à l'environnement



## Energie-climat : ouvrons le débat

N°1 THÈME / Le bâtiment

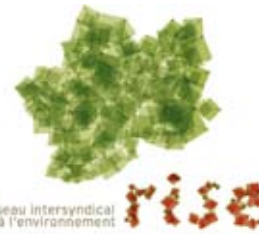
- **Céline Marchal** Responsable des chèques-formation, Forem
- **Sophie Everard** Architecte

**Dans le cadre du Plan "Air Climat" adopté en 2007, la Région wallonne a lancé des chèques-formation « Eco-climat », soit 25000 chèques mis à la disposition des entreprises wallonnes en 2008 (quota unique de 200 chèques par entreprise et/ou indépendant), et qui seront renouvelés en 2009. Les candidats ont le choix entre une cinquantaine de formations agréées, qui concernent l'utilisation du solaire, l'éco-construction, les pompes à chaleur ou les audits énergétiques. Une offre extrêmement étoffée pour faire face à des défis majeurs : l'utilisation parcimonieuse des ressources, la pollution atmosphérique, la création d'emplois et la protection de notre pouvoir d'achat.**

Céline Marchal est responsable des chèques « formation » et s'occupe, à ce titre, des chèques "Eco-climat". Une initiative qu'elle juge très prometteuse, mais qui doit encore rencontrer son public. « Pour le moment, nous n'avons enregistré que 18 commandes, pour une demande de 640 chèques. Cependant, les chèques ont été lancés le 20 mai 2008, et les vacances sont passées par là. Il est donc un peu prématuré de tirer des conclusions. Nous allons travailler, par ailleurs, à mieux « visibiliser » l'opération à l'avenir. »

Des architectes, des géomètres et des petites entreprises se sont d'ores et déjà portés candidats. Sophie Everard, jeune architecte diplômée en 2002, fait partie de cette « avant-garde ». Dès novembre, elle va suivre une formation d'auditeur énergétique, une pratique qui, selon elle, devrait connaître un bel essor. « Cette nouvelle formation me permettra d'auditer des bâtiments et des maisons, mais aussi de prodiguer des conseils d'isolation. » Elle suit en effet avec attention les nouvelles recherches menées dans ce domaine par l'Université de Liège sur les risques de condensation dus à certaines pratiques d'isolation, et sur les nouvelles techniques de ventilation. Reste à savoir si les entrepreneurs sont prêts à répondre à la demande et à se former. « Cela prend du temps, mais, depuis un an ou deux, les entrepreneurs qui tenaient à rester dans la tradition et nous regardaient avec scepticisme commencent eux-mêmes à suivre le mouvement. Aujourd'hui les choses évoluent.

Il y a néanmoins un besoin de formation à ces nouvelles techniques qui sont très favorables à la croissance du secteur. »



## Energie-climat : ouvrons le débat

N°1 THÈME / Le bâtiment

### ➤ **Eddy Bauraing** Coordinateur du Cluster Eco-construction, Région wallonne

L'éco-construction consiste à construire en respectant notre environnement et celui des générations futures (matériaux écologiques ou naturels, utilisation rationnelle de l'énergie, performances énergétiques), tout en offrant un maximum de confort aux occupants. Comme d'autres secteurs, l'éco-construction possède désormais son « cluster » (« bouquet ») financé par la Région wallonne, qui regroupe les acteurs, entreprises et organismes, actifs dans le domaine. Nous avons interrogé Eddy Bauraing, son directeur, sur l'éco-construction et les conditions de son développement en Région wallonne.

**1. Observez-vous, dans votre secteur, qu'une majorité de clients du secteur de la construction anticipent la hausse de l'énergie et les politiques énergie-climat ou tirez-vous plutôt le constat d'une inertie généralisée ? Le cas échéant, quels principaux freins identifiez-vous ?**

Les mentalités ont évolué depuis la hausse du prix de l'énergie. Pour preuve les succès de salons tels que Energie et Habitat à Namur. Mais le grand public est complètement perdu face à la hausse du prix : que faire ? Quelle technique utiliser ?

Il n'y a donc pas d'anticipation de la hausse mais plutôt une réaction du grand public en majorité.

Seule une minorité a anticipé. Les primes rencontrent un grand succès, mais malheureusement pas toujours dans l'ordre des priorités des choses à faire ... il s'agirait d'abord d'isoler.

En terme de freins, la politique est encore trop « légère » par rapport à des pays tels que l'Allemagne ou l'Autriche. Nous avons encore trop peu de recul en Wallonie par rapport aux nouvelles solutions énergétiques, et très peu de réalisations exemplaires dans le domaine public.

Enfin, la planification des primes constitue, elle aussi, un problème. Dans le chef du grand public, la pérennité des primes n'est pas suffisamment garantie : aurais-je encore droit à une prime l'année prochaine ?

**2. Voyez-vous maintenant ou dans les 5 ans à venir des changements dans le métier des entreprises de la construction ? Au vu des investissements ou des désinvestissements, quels pourraient être les métiers appelés à se développer ou à évoluer dans ce secteur ? Les politiques de formation sont-elles à la hauteur ?**

Oui, des changements adviendront. La pratique de l'isolation, de la rénovation énergétique, va générer de l'emploi ; des métiers liés aux énergies renouvelables, des entreprises plus spécialisées dans la construction basse énergie, la maison passive ou l'éco-construction vont certainement voir le jour, notamment grâce à une politique de formation qui est en train de se mettre en place (plusieurs projets en cours). Celle-ci n'est, cependant, pas assez anticipative. Nous avons un manque de main d'œuvre au niveau du terrain ; il faut donc amplifier la formation des ouvriers. A cet égard, il y a une grosse phase de sensibilisation des travailleurs à mettre en place sur les notions d'étanchéité à l'air et la pratique de l'isolation. Par exemple : on pourrait attendre beaucoup plus de précautions de la part des ouvriers pour s'assurer de la bonne pose de l'isolation ...

**3. Quels sont, selon vous, les pistes insuffisamment explorées ?**

Pourquoi d'autres pays (Allemagne, Autriche) sont-ils en « avance » ? Quels sont les éléments moteurs chez eux ? Comment les pouvoirs publics ont-ils stimulé le marché de la construction ? Voilà des questions sur lesquelles la Région wallonne doit s'interroger.